



HAL
open science

Représenter, organiser, conjurer la souveraineté populaire en 1848

Samuel Hayat

► **To cite this version:**

Samuel Hayat. Représenter, organiser, conjurer la souveraineté populaire en 1848. *Revue Française de Science Politique*, 2021, 71 (5-6), p. 915-921. halshs-04036275

HAL Id: halshs-04036275

<https://shs.hal.science/halshs-04036275>

Submitted on 19 Mar 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Représenter, organiser, conjurer la souveraineté populaire en 1848¹

Alors que la II^e République avait longtemps constitué un terrain privilégié d'apprentissage et d'expérimentation pour les historiens de l'école labrousienne (Maurice Agulhon, Alain Corbin, Philippe Vigier, André Armangaud, Jean-Claude Farcy...) puis pour des historiens radicaux américains cherchant à repolitiser l'histoire sociale (Joan Scott, William Sewell), son étude a perdu de sa centralité depuis les années 1980². Le développement de la sociologie historique du politique n'a pas tellement changé cet état de fait, en accordant plutôt une place privilégiée à la III^e République dans la construction des catégories centrales de la politique contemporaine. Certes, le sujet n'a jamais été entièrement abandonné (en témoignent les riches travaux de Louis Hincker, Jean-Claude Caron, Michèle Riot-Sarcey, Maurizio Gribaudi, Sylvie Aprile...), et la révolution *européenne* de 1848 connaît même actuellement un intérêt renouvelé, essentiellement hors de France³. Cependant, peu de travaux significatifs ont été consacrés exclusivement à la II^e République ces dernières décennies, au point que M. Gribaudi et M. Riot-Sarcey ont pu parler d'une « révolution oubliée⁴ ». Les ouvrages dont on rend compte ici, parus en 2016 et 2017, augurent-ils d'un véritable renouveau ? En tout cas, ils entendent tous les trois, chacun à leur manière, rouvrir à

¹ À propos des ouvrages de Olivier Ihl, *Une histoire de la représentation. Louis Marie Bosredon et le Paris de 1848*, Vulaines-sur-Seine, Éditions du Croquant (Champ social), 2016, 420 p ; Christophe Voilliot, *Le département de l'Yonne en 1848. Analyse d'une séquence électorale*, Vulaines-sur-Seine, Éditions du Croquant, 2017, 240 p. ; Christopher Guyver, *The Second French Republic (1848-1852). A Political Reinterpretation*, New York, Palgrave Macmillan, 2016, XI + 366 p., glossaire, bibliographie, index, illustrations.

² Sur l'historiographie de 1848 à la fin du XIX^e siècle, voir notamment Francis Démier, « “Comment naissent les révolutions”... cinquante ans après », *Revue d'histoire du XIX^e siècle*, 14, 1997, p. 31-49 ; Jean-Luc Mayaud, Francis Démier, « Introduction. Un bilan de 50 années de recherches sur 1848 et la Seconde République (1948-1997) », *Revue d'histoire du XIX^e siècle*, 14, 1997, p. 11-18 ; et la postface de Philippe Boutry à Maurice Agulhon, *1848 ou l'apprentissage de la République, 1848-1852*, Paris, Seuil, 2002. Pour une perspective plus récente et large, voir Emmanuel Fureix, François Jarrige, *La modernité désenchantée. Relire l'histoire du XIX^e siècle français*, Paris, La Découverte, 2015.

³ Jonathan Sperber, *The European Revolutions, 1848-1851*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005 ; Mike Rapport, *1848. Year of Revolution*, New York, Basic Books, 2009 ; Douglas Moggach, Gareth Stedman Jones (dir.), *The 1848 Revolutions and European Political Thought*, Cambridge, Cambridge University Press, 2018.

⁴ Maurizio Gribaudi, Michèle Riot-Sarcey, *1848, la révolution oubliée*, Paris, La Découverte, 2008.

partir de l'expérience de 1848 la question du politique, autour d'une même question : qu'est-ce que l'entrée des masses en politique, à la fois symbolisée et réalisée par le suffrage universel masculin, fait aux formes instituées de la représentation ? comment donner à ce peuple souverain une image et un rôle adaptés à son nouveau statut ? comment organiser le recueil de sa volonté, mais aussi, pour les conservateurs, comment empêcher que de cette situation nouvelle naisse le chaos ?

La fabrique de l'image du peuple souverain

Depuis ses premiers travaux sur les fêtes républicaines sous la III^e République, Olivier Ihl suit une trajectoire singulière en sociologie historique du politique. En reconstruisant la genèse, et par là les significations, des pratiques électorales, des sciences de gouvernement, des récompenses et distinctions, il a constamment mis les institutions républicaines à l'épreuve d'une sociohistoire de leurs usages, et des effets de ces usages sur les valeurs et les pratiques des citoyens. Mais, depuis quelques années, ses travaux ont connu sinon une rupture, en tout cas un déplacement : la question n'est plus tant l'apprentissage par les citoyens des règles républicaines de la représentation politique que la mise en place discontinue et conflictuelle, au XIX^e siècle, d'un ordre des représentations symboliques et des pratiques sociales par lesquelles elles acquièrent un sens et une efficacité. L'instauration du suffrage dit universel en 1848 ne marque alors pas simplement le triomphe de l'urne comme moyen de désignation des gouvernants ; elle influence aussi toutes les formes de l'expression politique : qui y a droit, dans quelles conditions, avec quelle efficacité. Et parmi ces formes d'expression alternatives à la représentation instituée (électorale, donc, à partir de 1848), il y a, justement, celles qui *représentent* la politique représentative, en premier lieu les gravures, lithographies et bientôt photographies, caricatures, illustrations, allégories.

Une histoire de la représentation est une enquête sur l'un de ces faiseurs de représentations, le graveur Louis Marie Bosredon, auteur entre autres de la célèbre lithographie où l'on voit un ouvrier poser son fusil pour mettre un bulletin dans l'urne. Cette enquête commence de façon fortuite, quand O. Ihl cherche à retrouver « qui se cache derrière "M.L.B." » (p. 11), auteur d'une série de caricatures politiques de 1848. Elle provoque, chez O. Ihl, une véritable épiphanie, puisqu'il lui « sembla enfin comprendre ce que fut, en France, la rencontre du vote universel et du gouvernement représentatif » (p. 13), et qu'on pourrait résumer par un double processus croisé. D'une part, « l'électoralisation du politique » (p. 15) vient rencontrer une aspiration démocratique, portée par L. M. Bosredon, à une expression multiforme de la souveraineté populaire, par une série de rituels comme les « banquets,

pétitions, acclamations, pavoisement » qu'O. Ihl ramène à un seul geste : « s'assembler pour débattre des affaires communes » (p. 14). D'autre part, une « industrialisation des images » (p. 15), permise par la gravure sur pierre, la lithographie et bientôt la photographie, autant « de nouvelles techniques pour rendre visible chacun » (p. 15), et dont L. M. Bosredon est partie prenante. Ces deux mouvements bouleversent l'ordre de la représentation, en attaquant tous deux le monopole de la représentation – politique et graphique – par les élites sociales. Toute la force du livre d'O. Ihl est alors d'incarner cette forte intuition dans une perspective micro-historique, en retraçant patiemment la trajectoire sociale d'un inconnu, L. M. Bosredon, et de décrire à travers lui un milieu, la « bohème parisienne » (p. 18). Car L. M. Bosredon, né en 1815, sorti des Beaux-Arts sans distinction, illustrateur sans fortune, fait partie de ce « prolétariat artistique » (p. 25) depuis l'adolescence, quand il entre à la Manufacture des Gobelins après une courte formation au dessin. Son « opposition au monde académique » (p. 35) l'amène à devenir illustrateur et vignettiste, et de s'adresser ainsi aux masses, comme des centaines de « peintres débutants, graveurs d'occasion, lithographes anonymes » (p. 42), ces « premiers artistes ouvriers » (p. 47) qui échouent à atteindre la reconnaissance. Après le coup d'État de décembre 1851, il se replie sur la satire de mœurs, puis ouvre un magasin de curiosités, même s'il continue à faire des illustrations, aux thèmes souvent religieux, jusqu'à sa mort en 1881.

La thèse du livre est simple : la vie de L. M. Bosredon éclaire « une dynamique politique – la rencontre de l'élection et de la représentation » (p. 50) – et révèle une ambition personnelle : « Représenter le peuple [...] pour assurer un point de passage entre l'invisibilité divine et le commerce des images ou, sur le plan politique, pour donner une dignité à ceux au nom desquels s'institue la "démocratie" » (p. 51). Chacun des chapitres, dont certains avaient déjà fait l'objet d'articles peu avant la publication du livre, éclaire alors une partie de ce mouvement à la fois collectif et individuel. Le premier, « La révolte des images », porte sur les transformations de la représentation du souverain et les difficultés ouvertes par le transfert de la souveraineté au peuple, difficultés amenant finalement L. M. Bosredon à mettre son pinceau au service de Bonaparte, mettant « en image une république césarienne, le corps dédoublé d'un souverain légitimé par la mémoire du I^{er} Empire et par l'onction d'un "vœu populaire" » (p. 105). Le deuxième chapitre, « L'urne et le fusil », explore les différents éléments présents dans la célèbre lithographie, rendant compte de la complexité de la figure du « citoyen-combattant⁵ », qui voit en 1848 à la fois son aboutissement et le début de sa

⁵ Louis Hincker, *Citoyens-combattants à Paris, 1848-1851*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du

délégitimation.

Après ces deux chapitres centrés sur la représentation politique, le troisième, « Fixer l'image », passe à une exploration des débuts de la photographie, dont L. M. Bosredon est un précurseur. Il voit dans cet attachement de L. M. Bosredon à la photographie le signe d'un état d'esprit démocratique, « comme si l'ère des masses encourageait à dupliquer à l'infini chaque représentation du beau pour en démocratiser l'accès » (p. 174). Cette interprétation est d'autant plus convaincante qu'elle s'appuie sur la lettre d'un projet de création d'un « musée de moulages de toutes les sculptures » adressé par L. M. Bosredon à l'empereur en 1864. O. Ihl propose une histoire passionnante de cette valorisation de la copie, montrant par une plongée dans le fonds des brevets sur les techniques mécaniques de reproduction l'intensité et la richesse des débats sur l'industrialisation de l'art, le statut des œuvres et des artistes, « l'invasion » (p. 206) de la publicité. Le quatrième chapitre, « Le premier portrait de Buonaparte », relate la curieuse histoire d'un faux – O. Ihl préfère parler de « contrefaçon », c'est-à-dire « imitation par simulacre » (p. 255) –, un portrait de Napoléon Bonaparte à 16 ans, en fait réalisé par L. M. Bosredon pour le compte de son patron, un grand bourgeois qui en fait ensuite don au Louvre – sur fond d'instrumentalisation politique du souvenir napoléonien. Le chapitre 5, « De la représentation », part d'une lithographie de L. M. Bosredon dépeignant l'artiste repartant après s'être fait refuser une toile au Salon de 1863, un dessin que l'auteur remet en contexte, selon une « approche sociohistorique des images » (p. 302) qui s'attache à redonner à chaque détail toute sa densité, pour montrer qu'il constitue une « revendication collective » (p. 281), celle d'une « souveraineté des artistes [...] définie comme un accès universel au jugement public » (p. 282), à rebours des pratiques du jury du Salon, notamment l'obligation de déclarer son maître.

Le sixième chapitre, « Le trébuchet du réel », revient aux événements politiques de 1848. O. Ihl y repart de l'idée que « pour des socialistes comme Bosredon, l'entrée des masses dans la vie politique nécessitait [...] de créer de nouveaux moyens de représenter, c'est-à-dire de figurer le réel » (p. 319-320), et en particulier l'homme du peuple, l'ouvrier. O. Ihl relie cette valorisation nouvelle de la figure de l'ouvrier à l'émergence en 1848 de cette « autre démocratie » (p. 327) que constituent les banquets, les clubs, les attroupements, les manifestations, les acclamations. Lorsque cette démocratie d'assemblée s'avère impuissante, après l'insurrection de juin, L. M. Bosredon se convertit à la représentation-incarnation de Bonaparte, dans la continuité de sa forte religiosité, dont témoigne le nombre de vignettes

religieuses qu'il a réalisées. Le chapitre conclusif, « Un individu collectif », porte sur les deux revues auxquelles L. M. Bosredon participe à la fin de sa vie, la *Gazette archéologique* et le *Moniteur des architectes*, témoignant de son engagement en faveur de la diffusion de l'art, grâce à la mécanisation de l'image, « une façon concrète de pratiquer une *démocratie dans l'art* » (p. 381).

Disons-le simplement : *Une histoire de la représentation. Louis Marie Bosredon et le Paris de 1848* est un grand livre, acmé d'un triptyque consacré à la représentation, avec *La barricade renversée. Histoire d'une photographie, Paris 1848* et *Le premier portrait photographique. Paris 1837*, parus respectivement en 2016 et 2018 (Éditions du Croquant). Il est servi par une enquête impressionnante, par une réelle maîtrise de la littérature, notamment de langue anglaise, et surtout par une inventivité et une liberté d'écriture rares. Le plan n'est ni chronologique ni thématique, chaque chapitre venant mêler différents éléments, des précisions biographiques sur L. M. Bosredon, des portraits d'autres inconnus, des réflexions conceptuelles, des morceaux d'histoire politique, sociale ou culturelle. Ce caractère foisonnant rend l'ouvrage difficile d'accès, et l'on sent qu'il faudra y revenir maintes fois pour en tirer profit. Il y a bien un fil rouge, le rapport de L. M. Bosredon à la représentation, mais paradoxalement ce n'est pas ce qu'il y a de plus convaincant. O. Ihl ne cesse d'attribuer à son graveur des pensées et des opinions, et ses interprétations n'emportent pas toujours la conviction. Certes, le graveur se moque de la République bourgeoise, héritière des institutions de la monarchie de Juillet, mais cela suffit-il à en faire un démoc-soc, alors que lorsque ce courant émerge, L. M. Bosredon semble déjà converti à la cause bonapartiste ? On voit bien comment ce chrétien qui veut faire de la voix du peuple la voix de Dieu en vient à défendre Bonaparte ; mais comment concilier cela avec son attachement supposé à « une forme délibérative de *repraesentatio* » (p. 54) qui semble en être le contrepied ? Il y a en commun la crainte « qu'après avoir “abstrait” la souveraineté du roi, le gouvernement représentatif menaçait celle du peuple » (p. 314), mais c'est unifier toutes les critiques du gouvernement représentatif en un seul modèle, à la fois incarné et délibératif. Peut-être que cette reconstruction parfois abusive de l'intériorité de L. M. Bosredon est le prix à payer pour obtenir cette densité d'écriture, dont il faut espérer qu'elle ne rebute pas les lecteurs, pas plus que les multiples soucis d'édition : coquilles, légendes d'images tronquées, absence de bibliographie, d'index ou de biographies, des éléments qui auraient été très bienvenus au regard de la complexité de l'ouvrage. Car c'est un livre rare, difficile et important, qui marquera l'historiographie de 1848 et la manière de penser le politique de toutes les personnes qui prendront le temps de s'y plonger réellement.

Une sociologie historique des élections

Paru lui aussi aux Éditions du Croquant, le livre de Christophe Voilliot sur le département de l'Yonne se concentre sur une question plus classique de la sociologie historique du politique : la fabrique du premier scrutin législatif au suffrage universel masculin, le 23 avril 1848, puis celle du premier scrutin présidentiel, le 10 décembre 1848. Des travaux passés, notamment ceux d'Yves Déloye et Olivier Ihl, ont pu porter sur le décret du 5 mars 1848, sur les professions de foi des candidats, sur la mise en œuvre technique du décompte des voix ou encore sur les incidents qui ont émaillé le scrutin⁶. Le livre de C. Voilliot tourne plutôt autour de deux énigmes successives, mettant chacune en jeu à la fois le département de l'Yonne et l'histoire politique de la France.

La première concerne l'élection de l'Assemblée constituante : comment expliquer le succès, dans le département de l'Yonne, des candidats républicains « de la veille », alors que la plupart des départements ruraux ont lors de ce scrutin reconduit des notabilités et des républicains « du lendemain », fraîchement convertis à la République ? Ce « succès d'une entreprise "républicaine" de sollicitation et de concentration des suffrages » (p. 57), assez rare, est dû pour l'auteur à la réussite des clubs, qui s'unissent rapidement en un Comité central des clubs, se mettent d'accord sur une liste de candidats et produisent des « listes-papier », un « bien d'équipement politique », selon l'expression d'Alain Garrigou, fondamental dans ce scrutin de liste ouvert, où les citoyens peuvent librement écrire les noms de leur choix. Un tableau particulièrement éclairant aux pages 69-70 le montre : il y a une étroite corrélation entre le nombre de citation sur les 57 listes-papier diffusées, le nombre de voix obtenues lors de la dernière réunion du Comité central des clubs le 18 avril et le nombre de voix obtenues le 23 avril. Toute la question est alors de savoir ce qui permet l'inscription sur ces fameuses listes-papier. La réponse ne se trouve pas dans les professions de foi : contrairement à un mythe largement partagé, le fait d'avoir à faire une profession de foi est alors plutôt le signe d'une marginalité politique, et la majorité des élus de l'Yonne se sont dispensés de l'exercice, tandis que 14 des 34 candidats ayant rédigé une profession de foi n'ont obtenu aucun suffrage le 23 avril – un résultat étonnant et contre-intuitif qui à lui seul mériterait enquête. Compte beaucoup plus, pour être sur ces fameuses listes papier, d'avoir participé au « réseau d'interconnaissance, en pointillé » (p. 51) constitué par les mobilisations d'opposition des années 1840. Compte encore plus l'acquisition, suite à la révolution, d'une position de pouvoir dans le nouvel État, comme pour Marie, membre du gouvernement

⁶ Yves Déloye, Olivier Ihl, *L'acte de vote*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008.

provisoire, ou pour les commissaires du gouvernement. Ces logiques de représentation, fondées sur la reconnaissance parmi les élites républicaines du département, s'imposent, par le biais des clubs, contre deux autres logiques que l'on voit à l'œuvre alors : celles d'une représentation territoriale favorable aux notables conservateurs, qui triomphe dans nombre de départements, et celles d'une représentation de classe, présente dans de nombreux discours et dans les clubs les plus radicaux mais qui échoue globalement, y compris à Paris.

La deuxième énigme porte sur le succès électoral de Louis-Napoléon Bonaparte : comment expliquer que celui-ci l'ait emporté dans un tel bastion républicain, non seulement à l'élection présidentielle de décembre 1848, mais aussi, bien plus précocement, lors d'élections législatives complémentaires en juin et en septembre ? Le chapitre 4 est consacré à cette question difficile, et l'auteur n'y répond d'ailleurs pas. Mais il soupèse avec beaucoup de finesse les différentes hypothèses : celle, attendue mais que C. Voilliot invalide, d'une propagande bonapartiste précoce et intensive ; celle, marxiste, d'un succès de Bonaparte auprès des « paysans parcellaires » ; celle enfin de Louis Chevalier, inspiré par André Siegfried, sur l'importance des vigneron, qui voient leur situation économique se dégrader rapidement et la pression fiscale augmenter – une hypothèse qui se transforme ensuite en un lieu commun de l'histoire politique, l'idée d'un « vote vigneron ». Au fond, pour C. Voilliot, et cela éclaire peut-être la trajectoire politique de L. M. Bosredon étudiée par O. Ihl, imaginer une véritable spécificité au vote bonapartiste, et l'opposer au républicanisme, c'est se méprendre sur l'indétermination forte de l'idée de représentation, en 1848 : l'échec parallèle des notables conservateurs et des républicains radicaux à imposer leur conception de la représentation dans l'Yonne a ouvert la possibilité pour les bonapartistes de présenter Bonaparte comme seul à même de « représenter le peuple dans son ensemble, sans distinction de classe, de religion et de localité » (p. 166).

Autour de ces deux questions centrales qui occupent le cœur du livre, l'auteur se plaît à nous faire découvrir d'autres points de l'histoire et de l'historiographie de l'Yonne en 1848 : un portrait de l'historien Louis Chevalier, dont la thèse sur l'Yonne a fait date, une discussion serrée de la comptabilisation des suffrages du scrutin d'avril 1848 et de leur répartition, une enquête sur l'argent du « Club des clubs », une fédération de clubs proches d'Armand Barbès et Joseph Sobrier qui ont la particularité d'avoir envoyé des émissaires dans les départements avec le soutien financier du ministre de l'Intérieur, Alexandre Ledru-Rollin, une lecture, enfin, des écrits du juriste républicain Louis-Marie de Cormenin sur le droit des opérations électorales sous la monarchie de Juillet. L'ouvrage, de bonne facture malgré des coquilles assez nombreuses et l'absence d'une bibliographie pourtant annoncée, est complété par

d'utiles annexes, notamment des biographies et une présentation des sources. C'est une lecture plaisante et stimulante, qui donne envie de prolonger avec son auteur la discussion sur les multiples pistes qu'il ouvre.

Les élites et la peur des masses

Loin de ces deux plongées dans les détails de la fabrique du politique en 1848, l'ouvrage de Christopher Guyver se veut général, et même surplombant. C'est le sens du sous-titre du livre : il propose une « réinterprétation politique » de la II^e République, au sens le plus étroitement élitiste et institutionnel de la notion de politique. Historien amateur, il prend en cela le contrepied de toute velléité d'une histoire par en bas, en restituant les événements tels qu'ils sont vécus par les hommes de pouvoir – et pas n'importe lesquels : avant tout ceux du parti de l'ordre. Les sources utilisées sont clairement orientées : les récits et mémoires des anciens ministres, des nobles, des grands bourgeois, et surtout la correspondance de membres clés du parti conservateur (la réunion de la rue de Poitiers) comme Alfred de Falloux et Charles de Montalembert. À leurs yeux, le printemps 1848 n'est pas un moment d'« apprentissage de la République⁷ », mais l'ouverture d'une terrible brèche qu'il faut au plus vite refermer. Le livre se concentre ainsi « sur les peurs et les plans d'une élite politique supplantée en février 1848 mais réintégrée dans les mois et années qui suivent » (p. 2), des peurs et des plans réactionnaires qui gagnent progressivement nombre de républicains par antisocialisme, et qui finissent par englober la République elle-même avec le coup d'État de Bonaparte⁸.

Comme de juste, le livre suit une chronologie strictement gouvernementale. Il s'ouvre sur une description du « petit monde de la monarchie constitutionnelle » (p. 15) qui arrive au pouvoir en 1830, un petit monde protégé du républicanisme, ignorant du socialisme, dirigé par un roi se croyant jusqu'au bout maître du jeu. Le deuxième chapitre porte sur la révolution de février, qui voit s'ouvrir un « fossé entre les actions du Gouvernement provisoire et l'interprétation qu'en font les notables », véritable « clé pour comprendre le reste de la République » (p. 65). Si des historiens ont pu mettre l'accent sur l'illusion lyrique de ce printemps de la fraternité⁹, qui s'étend rapidement à toute l'Europe, C. Guyver montre après Tocqueville que, pour les notables, ce qui domine est « le sentiment d'apocalypse sociale et

⁷ M. Agulhon, *1848 ou l'apprentissage de la République*, op. cit.

⁸ Sur la montée de la réaction, voir Roger Price (dir.), *Revolution and Reaction. 1848 and the Second French Republic*, Londres, Croom Helm, 1975.

⁹ Marcel David, *Le printemps de la fraternité. Genèse et vicissitudes, 1830-1851*, Paris, Aubier, 1992.

politique » (p. 66). L'invasion de l'Assemblée nouvellement élue, le 15 mai 1848, vient prouver ces peurs et légitime les conservateurs se battant pour la fermeture des Ateliers nationaux, A. Falloux en tête, provoquant l'insurrection parisienne de juin 1848 et portant au pouvoir le général Cavaignac. L'auteur montre bien comment la rue de Poitiers, qui soutient d'abord Cavaignac, se convertit progressivement à la cause de Bonaparte, sous l'impulsion notamment d'Adolphe Thiers et du comte Louis-Mathieu Molé : même modéré, même incarné par un général ayant réprimé une insurrection ouvrière dans le sang, le républicanisme leur semble dangereux.

Les chapitres 6 et 7 sont consacrés à la vie ministérielle en 1849 et 1850. C. Guyver y montre comment malgré la répression de l'insurrection, malgré l'élection de Bonaparte, malgré le retour à la vie mondaine de la haute société (qui permet son unification au-delà des querelles dynastiques), les conservateurs craignent toujours le chaos : ils se méfient de la garde nationale mobile, de l'armée et, bien sûr, du suffrage dit universel. C'est bien connu : les élections du 13 mai 1849 voient pour la première fois l'organisation des démocrates-socialistes en un parti menant une propagande nationale unifiée, jouant un rôle crucial de politisation des mondes ruraux¹⁰. Moins connu est le fait que la rue de Poitiers, rebaptisée Union électorale, face à un mode de scrutin qui rend inutile sa longue expérience du suffrage censitaire, tente alors de faire de même, « en imitant consciemment la propagande *démoc-soc* » (p. 185), un parallélisme qui participe à constituer un champ politique professionnalisé et polarisé. C. Guyver décrit des conservateurs apeurés, avant comme après le scrutin, en particulier le chef du gouvernement pourtant victorieux, Odilon Barrot : la gauche est minoritaire, mais elle n'est pas défaite, elle obtient des succès jusque dans l'armée. Lorsque le 13 juin 1849, la Montagne tente de protester contre l'expédition de Rome visant à abattre la République romaine et restaurer la souveraineté du pape, l'échec complet de la tentative et la répression qui s'ensuit ne rassurent pas les conservateurs, au contraire : ils y voient « le signe avant-coureur d'une autre tentative de renverser le gouvernement » (p. 196). Cette obsession du péril rouge les amène à voter la loi du 30 mai 1850, qui limite le droit de suffrage en instaurant une condition de résidence stricte. Mais entre-temps, le parti de l'ordre a perdu la main : il se divise en plusieurs réunions, hésite sur l'attitude à adopter vis-à-vis de Bonaparte et des différents prétendants au trône. Pendant ce temps, Bonaparte commence ses tournées

¹⁰ Jacques Bouillon, « Les démocrates-socialistes aux élections de 1849 », *Revue française de science politique*, 6 (1), février 1956, p. 70-95.

dans tout le pays, inaugurant la pratique du voyage présidentiel¹¹ – une pratique qui n'est en soi pas inédite pour un chef d'État, mais qui change de sens avec la concurrence pour le monopole de la représentation du peuple –, et nomme en octobre 1849 un gouvernement à sa botte.

Le dernier chapitre décrit le processus qui mène au coup d'État : Bonaparte se débarrasse du général Changarnier, commandant de l'armée et de la garde nationale parisienne, met en place un gouvernement technicien, puis quelques mois plus tard un ministère de compromis dirigé par le conservateur Léon Faucher mais composé principalement de bonapartistes, et lance le processus de révision constitutionnelle lui permettant de se représenter. C. Guyver décrit alors le billard à trois bandes qui pousse certains monarchistes, comme Thiers et Changarnier, à se ranger du côté des « démocs-socs » pour faire échouer la révision, qui obtient une large majorité mais non les trois-quarts des voix nécessaires. Bonaparte nomme un nouveau ministère et prépare le coup d'État, tandis que des députés menés par Thiers essaient sans succès, faute de soutien de la Montagne, de donner à l'Assemblée le droit de faire appel à l'armée, nourrissant le thème d'un complot de l'Assemblée contre le président, qui sert de prétexte au coup d'État du 2 décembre 1851. Le chapitre finit par une description de la résistance, de la répression et de diverses réactions au coup d'État, ouvrant sur un court épilogue parcourant les événements du Second Empire et réitérant, pour conclure, le rôle de la peur du « spectre rouge » (p. 296) dans le déroulement de la II^e République.

Se dégage de ce livre une étrange impression. Très bien édité, pourvu de multiples annexes utiles, écrit dans un style élégant, il donne aux lecteurs anglophones un aperçu des événements qui scandent les années de cette République courte et mal connue. Il prend le contrepied de toute l'historiographie radicale de la République, centrée sur les masses révolutionnaires et la répression, mais aussi de l'historiographie républicaine plus classique intéressée par la politisation des citoyens ou des travaux d'histoire sociale. Cependant, on ne sait jamais vraiment dans quelle mesure cela relève d'un choix historiographique informé, souhaitant réhabiliter une conception de l'histoire centrée sur une poignée de grands hommes, à la différence qu'ils sont cette fois-ci décrits non comme des héros mais comme des stratèges assez médiocres et apeurés ; ou si cela dénote simplement une manière assez peu réfléchie par laquelle un amateur d'histoire, certes érudit, approche les événements. Au fond, que la révolution de 1848 puisse donner lieu à ce type d'ouvrage, à mi-chemin entre

¹¹ Nicolas Mariot, *Bains de foule. Les voyages présidentiels en province, 1888-2002*, Paris, Belin, 2006.

l'historiographie universitaire et la vulgarisation, est peut-être le meilleur signe d'un véritable renouveau de l'intérêt pour cet événement.

Ces trois ouvrages, très différents dans leurs ambitions mais tous les trois servis par une vraie exigence, posent tous la question du politique et de son repérage. C'est un lieu commun désormais : les pratiques et le langage du politique républicain ne sont pas fixés en 1848, et sont l'objet de forts conflits, en particulier dans les quatre premiers mois du nouveau régime. Mais si l'événement affaiblit la sectorisation de l'espace social en vigueur sous la monarchie de Juillet, tous les acteurs ne sont pas aussi bien armés face à la situation nouvelle. C. Guyver décrit comment les élites sociales oscillent entre peur et détermination, sans jamais vraiment abandonner les conflits qu'elles se livrent mais en trouvant un terrain d'entente dans la lutte contre le socialisme, et bientôt la République. C. Voilliot montre que malgré tout, localement, la victoire des conservateurs n'a rien d'inéluctable, et que le succès de Bonaparte n'est pas sans lien avec la réussite d'une certaine républicanisation du monde rural – même s'il faudra plusieurs décennies aux républicains pour en récolter les fruits¹². Olivier Ihl, quant à lui, déplace la question : la victoire du peuple se joue aussi sur le terrain des représentations, car la conception de la politique que portent les révolutionnaires de 1848 – délibérative et acclamative plutôt que représentative – engage une représentation nouvelle du peuple, qui échoue à s'imposer directement mais se trouve appropriée, sous une forme déformée, par Bonaparte. La révolution de 1848 rouvre le problème de la souveraineté populaire et de sa représentation, mais ne le résout pas vraiment. Les formes strictement électorales de la démocratie qui s'imposent avec la III^e République, parce qu'elles ont été investies par des partis politiques de masse, ont pu un moment donner l'impression (illusoire ?) d'un équilibre entre la participation politique du peuple et le maintien d'une division du travail politique rassurante pour les élites. Le déclin apparemment inéluctable de la forme partisane, la montée de l'abstention électorale, les soulèvements populaires hors des cadres habituels du mouvement social, tout cela peut donner à l'étude de ce moment d'indétermination politique qu'est la révolution de 1848 une actualité nouvelle – et ces trois ouvrages s'avèrent alors des ressources précieuses pour saisir l'événement.

Samuel Hayat –
CNRS, CEVIPOF

¹² Chloé Gaboriaux, *La République en quête de citoyens. Les républicains français face au bonapartisme rural (1848-1880)*, Paris, Presses de Sciences Po, 2010.